

**Corée du Nord - L'UE aligne ses
mesures restrictives sur les
dernières sanctions des Nations
unies - Communiqué de presse du
Conseil de l'Union européenne**
(Bruxelles, 06 avril 2018)

Le Conseil a ajouté une personne et 21 entités sur la liste des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), transposant ainsi dans le droit de l'UE les sanctions imposées le 30 mars 2018 par le comité du conseil de sécurité des Nations unies institué en application de la résolution 1718 (2006) du conseil de sécurité des Nations unies. Ces mesures restrictives consistent en une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et un gel des avoirs pour les personnes et en un gel des avoirs pour les entités. Le conseil a également transposé le gel des avoirs visant 15 navires, l'interdiction d'entrée dans les ports pour 25 navires et le retrait de pavillon pour 12 navires.

Ces sanctions ont été imposées à la RPDC en réaction à ses activités dans le domaine des armes nucléaires et des missiles balistiques, qui sont en violation de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

La décision du Conseil porte à 80 personnes et 75 entités le nombre total de personnes et entités visées par les mesures restrictives à l'encontre de la RPDC et figurant sur les listes établies par les Nations unies. En outre, 55 personnes et 9 entités sont sanctionnées de manière autonome par l'UE.

Le 19 mars 2018, les ministres des affaires étrangères de l'UE ont discuté de la situation dans la péninsule coréenne avec Mme Kang Kyung-wha, ministre des affaires étrangères de la Corée du Sud, à la lumière des récentes déclarations faites par les instances dirigeantes de la RPDC et dans la perspective du sommet entre M. Kim Jong-un et M. Moon Jae-in, président de la Corée du Sud, qui doit avoir lieu en avril, ainsi que de la rencontre annoncée entre M. Kim Jong-un et le président américain, M. Donald Trump. Les ministres se sont félicités des efforts déployés par la Corée du Sud pour apaiser les tensions dans la péninsule et améliorer les relations entre les deux Corées, ainsi que pour créer les conditions nécessaires à une coopération en vue d'une solution diplomatique débouchant sur une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne.

L'UE met en oeuvre toutes les résolutions du conseil de sécurité des Nations unies adoptées en réaction aux programmes nucléaires, aux programmes d'armes nucléaires et aux programmes d'armes de destruction massive d'un autre type et de missiles balistiques de la RPDC. En outre, l'UE a imposé à l'encontre de la RPDC des mesures restrictives autonomes qui complètent et renforcent le régime de sanctions des Nations unies.

Les actes juridiques ont été adoptés par procédure écrite. Ils seront publiés au Journal officiel le 9 avril./.